

Fragile progression des grandes négociations internationales

Volume 7, numéro 2, mars 2014

Résumé analytique

La fronde contre le « fast-track » continue de s'organiser à Washington et il semble de moins en moins probable qu'un projet de loi l'autorisant soit adopté avant les élections de novembre prochain. Les principaux leaders démocrates au Congrès se sont prononcés contre le projet et des membres importants de la société civile américaine mettent de la pression sur les élus démocrates pour contrer son adoption. Tout indique donc que cette mesure facilitant l'adoption au Congrès des ententes commerciales internationales ne verra pas le jour cette année.

La Maison-Blanche semble pourtant déterminée à conclure cette année l'entente du *Partenariat transpacifique* (TPP). Le TPP, qui devait être conclu à la fin de 2013 ou au début de 2014, présente cependant encore plusieurs écueils dans son trajet vers la signature d'une entente. Les différends entre le Japon et les États-Unis sur l'accès aux marchés dans les secteurs agricole et automobile rendent nécessaires une période de négociations plus longue que celle qui était souhaitée à l'origine. Il semble peu probable que le scénario contemplé il y a quelques mois, celui d'une signature de l'accord durant la visite en Asie du président Obama en avril prochain, devienne réalité.

Par ailleurs, plusieurs États se sont réunis à Genève pour mettre la table pour de nouvelles négociations multilatérales sur la libéralisation du commerce des services. Devant la paralysie de l'OMC, un groupe de pays membres parmi les plus importants tentent de procéder à la conclusion d'un accord qui trouverait éventuellement sa place au sein de l'OMC. Le *Trade in Services Agreement* (TISA) représentera sans doute une des plus importantes initiatives de libéralisation des échanges dans le secteur des services depuis l'adoption de l'AGCS en 1995.

Contenu

Obama, pays du Pacifique et Congrès américain : la recherche complexe d'un équilibre	2
Singapour Sling : pas encore le temps des célébrations au TPP	5
Sixième ronde de discussions à Genève sur le <i>Trade in Services Agreement</i> (TISA)	6
Études économiques et articles connexes ce mois-ci	7

Obama, pays du Pacifique et Congrès américain : la recherche complexe d'un équilibre

Le mois de février a été marqué à Washington par les discussions entourant l'opportunité pour le Congrès de redonner au président le pouvoir d'utiliser le « fast-track » pour l'adoption des accords commerciaux négociés par l'administration américaine. Le « fast-track » permet au président de soumettre ces accords à l'approbation du Congrès sans qu'il soit possible pour les élus d'y apporter des amendements. Il prévoit également un échéancier strict et un cheminement précis de la législation pertinente dans les instances du Congrès. La loi octroyant ce pouvoir au président s'est éteinte en 2007 et la Maison-Blanche n'a pas jusqu'à cette année cherché à la renouveler.

Il apparaît comme étant très complexe pour le président Obama de réussir à faire adopter par le Congrès des accords commerciaux aux impacts si étendus sur la société américaine sans se buter sur la résistance de certains membres du Congrès qui pourraient paralyser le processus si la procédure du « fast-track » n'est pas disponible. Également, les partenaires commerciaux des États-Unis parties aux négociations se trouvent dans une situation délicate lorsque vient le temps de procéder aux arbitrages finaux de négociation menant à la conclusion d'une entente. En effet, si le contenu de l'entente peut être modifié par le Congrès, cette possibilité représente une nouvelle étape dans le processus de négociations dont les partenaires étrangers doivent tenir compte. Il est alors plus difficile de présenter les positions finales de parts et d'autres qui permettraient la conclusion d'une entente.

Ainsi, l'adoption du « fast-track » permettrait de diminuer l'efficacité des opposants à la conclusion du *Partenariat transpacifique* (TPP) et du *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* (TTIP) tout en facilitant les négociations des ententes commerciales avec les part-

« Alors que nous serions à la fin du processus de négociation, il serait pratiquement impossible d'en venir à une entente sans le processus du TPA, ça m'apparaît comme étant très clair ».

— Karel de Gucht, février 2014

naires. Le Commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, a bien exprimé l'importance que revêt pour lui l'adoption du « fast-track », aussi appelé « Trade Promotion Authority » (TPA), dans les négociations sur le TTIP.

Le problème est qu'en cette année électorale aux États-Unis, rien n'indique que les démocrates consentiront à réactiver ce pouvoir. Le leader de la majorité au Sénat, Harry Reid et la leader de la minorité à la Chambre, Nancy Pelosi, deux démocrates de premier plan, ont bien fait savoir qu'ils n'appuyaient pas le « fast-track » dans la forme proposée par le projet de loi déposé en janvier dernier, le *Bipartisan Congressional Trade Priorities Act of 2014*.

« Alors que le TPA n'est pas uniquement lié au TPP, celui-ci vient à l'esprit de tout le monde tellement il s'agit d'un accord aux implications énormes qui a soulevé une très large opposition. »

— *Evan Greer, dirigeant de la campagne Fight for the Future, février 2014.*

une pétition de 600 000 signataires contestant le « fast-track ». Les critiques sur ce dernier concernent finalement davantage le contenu du TPP qui est qualifié « d'entente secrète négociée derrière des portes closes par des bureaucrates gouvernementaux et plus de 600 lobbyistes représentant des entreprises. Elle met en péril des choses qui nous sont précieuses : la démocratie, l'emploi, l'environnement et l'Internet. » L'opposition au « fast-track » vise à rendre l'adoption rapide du TPP plus difficile et à obliger un large débat sur la question dans les instances démocratiques américaines.

Les partisans de l'adoption des grands accords ne demeurent pas inactifs face à l'opposition qui s'organise. Le Représentant américain pour le commerce, Michael Froman, s'est impliqué dans le débat il y a deux semaines dans un discours au *Center for American Progress* en proposant trois nouvelles mesures pour assurer une plus grande transparence aux deux grandes négociations commerciales en cours. Il a annoncé la création d'un comité consultatif sur le commerce formé de membres de la société civile, une mise à jour publique sur l'évolution des négociations du TPP et la publication d'un document énonçant clairement les objectifs de négociation américains dans le

Le débat sur l'opportunité de redonner au président le pouvoir d'utiliser le « fast-track » cache un débat plus profond aux États-Unis sur les impacts de l'adoption des grands accords commerciaux sur la société américaine. Une coalition, composée de syndicats, de groupes environnementaux et de compagnies liées à l'Internet a présenté récemment

« La question à laquelle nous faisons face n'est pas à savoir si nous pouvons renverser le courant de la mondialisation. Elle est de savoir si nous allons façonner la mondialisation ou plutôt être façonnés par elle, si nous allons y imprimer nos valeurs ou plutôt laisser les autres imprimer les leurs. »

— *Michael Froman, Center for American Progress, 18 février 2014.*

cadre du TTIP. Froman s'est attaqué aux critiques en soutenant que leur rhétorique n'avait pas évolué en 20 ans et que les États-Unis avaient le choix entre le rôle de victimes ou de sculpteur de la mondialisation.

Devant l'éventualité qu'il soit impossible d'adopter le « fast-track » avant les élections de novembre prochain, la Maison-Blanche a fait valoir qu'elle poursuit toujours l'objectif de la signature d'une entente sur le TPP cette année. Les Parties en seraient à régler les derniers points litigieux et une entente apparaît comme étant possible dans les prochains mois. Deux scénarios de cheminement de l'entente au Congrès sont évalués : l'adoption simultanée du TPP et du TPA ou l'adoption du TPP par le processus législatif normal.

L'équilibre entre l'avancement des négociations, les attentes des partenaires commerciaux, la joute politique au Congrès et les enjeux électoraux semble très difficile à atteindre pour le président Obama. La signature d'une entente avant les élections de novembre prochain mettrait de la pression sur les élus démocrates tout en plaçant à l'avant-plan un sujet important qui les divise. Obama veut sûrement apparaître comme le démocrate pragmatique qui se place au-dessus des lignes de partis, mais rappelons que les prochaines élections ne sont pas présidentielles.

Sources :

Froman, Michael, *Remarks by U.S. Trade Representative Michael Froman*. Center for American Progress, 18 février 2014.

En ligne : <http://www.americanprogress.org/events/2014/02/12/84107/remarks-from-u-s-trade-representative-michael-froman/>

Inside U.S. Trade. *De Gucht Signals TTIP Talks Have Made Little Headway On EU Priorities*. 20 février 2014.

Inside U.S. Trade. *Froman Mounts Broad Defense Of Trade Policy, Calls Criticism Outdated*. 20 février 2014.

Inside U.S. Trade. *De Gucht Says Early TPP Deal Will Help TTIP, Stresses Ultimate Need For TPA*. 20 février 2014.

Inside U.S. Trade. *Civil Society, Labor Groups Churn Out Petitions, Letters Against Fast Track*. 20 février 2014.

Singapour Slings : pas encore le temps des célébrations au TPP

Les ministres des Parties au TPP sont convenus lors de la dernière rencontre tenue à Singapour du 22 au 25 février dernier de réduire la portée des dispositions visant à discipliner les entreprises d'État afin qu'elles ne s'appliquent pas aux services offerts dans l'espace national. Les mesures s'appliqueraient toujours aux biens produits par les entreprises d'État et aux services qu'elles offrent à l'extérieur de leur frontière. L'exemption couvrirait des secteurs tels les services financiers, les télécommunications, la santé, l'éducation, les livraisons express et les services de distribution.

À la conclusion de leur rencontre, les ministres ont déclaré qu'ils avaient réussi à s'entendre sur la majorité des objectifs identifiés à la dernière rencontre en décembre. La déclaration commune indique cependant que plus de travail est nécessaire

« Nous sommes déterminés à conclure aussi tôt que possible une entente qui atteint les objectifs fixés à Honolulu en 2011, tel que souhaité par nos chefs d'État à Bali en octobre dernier. »

— Déclaration commune des ministres et des chefs de délégation des pays du TPP, 25 février 2014

sur différentes règles et sur l'accès aux marchés. On sait que les discussions entre les États-Unis et le Japon sur l'agriculture et le secteur automobile demeurent difficiles et semblent constituer un des principaux obstacles vers la conclusion d'un accord. Les deux pays ont tenu une série de rencontres bilatérales durant la semaine à Singapour, sans pour autant en arriver à une entente.

Selon Bloomberg, des progrès ont été accomplis sur le chapitre relatif à la protection de la propriété intellectuelle, mais il demeure l'un des plus contestés. Les chapitres sur l'environnement, l'investissement et la concurrence présentent également plusieurs écueils.

La visite en Asie du président Obama en avril prochain semblait un bon moment pour annoncer la conclusion d'un accord, mais il apparaît de moins en moins possible que tous les facteurs soient réunis pour y donner lieu. La date d'une prochaine rencontre des ministres n'a pas été annoncée.

Les douze pays parties aux négociations du TPP sont l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, les États-Unis, le Vietnam et Singapour.

Sources :

Bracken, Len. *TPP Ministers Agree on Landing Zones, Cite Market Access Work as 'Important'*. Bloomberg BNA, International Trade Reporter, 24 février 2014.

Grant, Jeremy. *Trans-Pacific Partnership talks stall on US-Japan stand-off*. Financial Times, 25 février 2014.

En ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/224c052a-9df8-11e3-95fe-00144feab7de.html#axzz2uS1FXIbF>

Statement of the Ministers and Heads of Delegations for the Trans-Pacific Partnership Countries, 25 février

2014. En ligne : [http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2014/February/Statement-of-](http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2014/February/Statement-of-Ministers-and-Heads-of-Delegation-for-TPP-countries)

[Ministers-and-Heads-of-Delegation-for-TPP-countries](http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2014/February/Statement-of-Ministers-and-Heads-of-Delegation-for-TPP-countries)

World Trade Online. *U.S., Other TPP Countries Agree To Narrow Scope Of SOE Chapter*. 26 février 2014.

Sixième ronde de discussions à Genève sur le *Trade in Services Agreement (TISA)*

La sixième ronde de discussions sur le TISA s'est terminée à Genève le 24 février dernier. Ce projet d'accord international entre un groupe de 23 pays membres de l'OMC vise une libéralisation des échanges dans le secteur des services plus rapide que celle prévue dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Cette initiative, amorcée en 2012, veut contourner l'impasse des négociations à l'OMC pour les faire progresser dans un autre forum multilatéral. Les Parties souhaitent s'assurer que l'éventuel accord soit construit de telle manière qu'il soit facile de l'intégrer un jour à l'AGCS. Les discussions touchent les secteurs suivants : services financiers, télécommunications et commerce électronique, services professionnels, transport maritime et mouvement des personnes.

À Genève, les représentants de 21 des 23 pays ont présenté leur offre d'accès aux marchés, constituée des concessions les plus importantes auxquelles chaque État a consenti dans ses ententes commerciales bilatérales. Nous en sommes donc à l'amorce des négociations. Des discussions se sont tenues sur des sujets techniques et des groupes de travail ont été constitués afin d'entreprendre le dialogue sur la base des propositions des participants.

Les promoteurs du projet estiment que l'environnement international des affaires s'est profondément transformé depuis l'adoption de l'AGCS en 1995 par les changements technologiques, les transformations des pratiques dans le monde des affaires et une intégration globale plus profonde. Les barrières au commerce des services identifiées sont les limitations frontalières aux mouvements

de données, la concurrence injuste des entreprises d'État, le manque de transparence, les obligations de propriété locale et la discrimination dans l'émission de licences et de permis commerciaux.

Les propositions des États sont confidentielles. Seule la proposition initiale de la Suisse a été rendue publique. Il est possible de la consulter en suivant le lien suivant :

<http://www.seco.admin.ch/themen/00513/00586/04996/index.html?lang=fr>

La prochaine ronde de discussions se tiendra durant la semaine du 28 avril 2014.

Source :

Coalition of Services Industries. *The Trade in Services Agreement*.

En ligne : <https://servicescoalition.org/negotiations/trade-in-services-agreement>

Commission européenne. *The Trade in Services Agreement*.

En ligne : http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/june/tradoc_151374.pdf

Commission européenne. *6th round of talks for a TiSA end in Geneva*. 24 février 2014.

En ligne : <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1030>

Inside U.S. Trade. *U.S. Tables Financial Services TiSA Proposal As Round Gets Underway*. 20 février 2014.

Pruzin, Daniel. *TiSA Talks Finish: Positive Reviews of Initial Market Access Offers, Some Disappointment*. Bloomberg BNA, International Trade Reporter, 24 février 2014.

Études économiques et articles connexes ce mois-ci

Center for East Asia Policy Studies. *TPP and RCEP: Competing or Complementary Models of Economic Integration?*

En ligne : <http://www.brookings.edu/events/2014/02/11-asia-pacific-economic-integration>

Cooper, William H. *U.S.-Japan Economic Relations: Significance, Prospects, and Policy Options*. Congressional Research Service, 18 février 2014.

En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/222078.pdf>

Dews, Fred. *Japan's Ambassador to U.S. - We Welcome Chinese Participation in TPP*. Brookings, 12 février 2014.

En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/brookings-now/posts/2014/02/japanese-ambassador-to-us-we-welcome-chinese-participation-in-tpp>

Meltzer, Joshua. 2014. *Supporting The Internet as a Platform for International Trade*. Washington, Global Economy & Development Working Paper 69, Brookings, 43 p.

En ligne :

<http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2014/02/internet%20international%20trade%20meltzer/02%20international%20trade%20version%202.pdf>

O'Neil, Shannon K. *Good Neighbors : Why the United States needs strong ties with Canada and Mexico, now more than ever*. Foreign Policy, 17 février 2014.

En ligne : http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/02/17/good_neighbors

Parilla, Joseph et Alan Berube. *How to Strengthen NAFTA's Next 20 Years*. Brookings, 12 février 2014.

En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/the-avenue/posts/2014/02/12-nafta-20-years-parilla-berube>

Villarreal, M. Angeles. *The U.S.-Colombia Free Trade Agreement: Background and Issues*. Congressional Research Service, 14 février 2014.

En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/222079.pdf>

Webber, Jude. *US, Canada and Mexico seek increased trade in Nafta summit*. Financial Time, 20 février 2014.

En ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/47a79f3e-99ff-11e3-8232-00144feab7de.html?siteedition=intl#axzz2uS1FXIbF>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, adjoint de recherche au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

